

<https://www.pressegauche.org/Contre-la-privatisation-de-l-education-les-enseignants-se-mobilisent-aux-Etats>



Contre la privatisation de l'éducation, les enseignants se mobilisent aux États-Unis

- International - États-Unis -



Date de mise en ligne : mardi 19 mars 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Dans le hall de l'école Los Feliz Charter School for the Arts, près d'Hollywood, un jeune danseur aux gestes souples répète une chorégraphie sur un grand tapis. « C'est notre artiste en résidence. Nous avons créé cet espace pour que nos élèves puissent l'observer à loisir », chuchote fièrement la directrice Varina Bleil, en faisant visiter son établissement qui accueille des enfants de 5 à 12 ans. Un peu plus loin, dans un grand conteneur orange, l'école a installé un studio de danse. « Il y a peu, les enfants ont appris le système solaire en mimant le positionnement des planètes » explique-t-elle. « Nous avons créé un cursus quasi-unique dans le système public californien qui vise à intégrer les arts dans toutes les disciplines enseignées : sciences de la terre, littérature, histoire ou encore mathématiques ».

Tiré de [Equal Times](#).

Bien qu'elle soit financée par le contribuable californien, l'école innovante que dirige Varina Bleil n'est pas tout à fait une école publique comme les autres. Elle est ce que l'on appelle aux États-Unis une « charter school » : un établissement scolaire bénéficiant de fonds publics, mais géré par des organismes privés, dont une minorité dans un but lucratif.

Fondée par des parents soucieux de donner une éducation artistique gratuite à leurs enfants, la Los Feliz Charter School for the Arts est, elle, associative, comme la majorité de ces écoles. « Nos financements proviennent à 90 % de fond public. Les 10 % restants sont des dons de particuliers, de familles ou de fondations privées », souligne la directrice. « Grâce à ces fonds supplémentaires, nous pouvons proposer un enseignement de pointe, avec une équipe pédagogique de grande qualité, composée de spécialistes de l'art, de psychologues à l'écoute des besoins de chaque élève. Comme nous fonctionnons de façon autonome, nous bénéficions aussi d'une grande liberté pédagogique. Tout ce qu'une école publique classique ne permet pas ».

Des écoles accusées de siphonner les fonds et effectifs du public

Décriés depuis des années par les défenseurs de l'enseignement public, ces établissements en plein boom aux États-Unis sont depuis le mois de janvier la cible d'un [vaste mouvement de grève d'enseignants du public](#) qui s'est propagé à l'ensemble du territoire américain. De la Californie à la Virginie-Occidentale, en passant par le Colorado, les enseignants reprochent notamment à ces écoles de siphonner les fonds et les effectifs de l'enseignement public traditionnel et d'être en partie responsables de la détérioration de leurs conditions de travail.

Classes de 40 à 50 élèves, écoles sans infirmières, psychologues ou bibliothécaires, manque de fournitures scolaires, certaines écoles publiques en crise se sentent aujourd'hui de plus en plus menacées par ces nouveaux établissements qui comptent plus de 3 millions d'élèves aux États-Unis.

Comme l'expliquait il y a quelques semaines, Ismael Armendariz, vice-président de l'Oakland Education Association (OEA) au [magazine américain Mother Jones](#), les enseignants du public sont aujourd'hui confrontés à un cercle vicieux. « Lorsque vous ne pouvez pas investir [ndlr : dans un établissement public], certaines choses comme les inscriptions commencent à chuter, puis à mesure que les inscriptions diminuent, vous perdez des fonds publics. Et cela devient alors un cycle dans lequel vous perdez votre inscription, vous perdez votre financement et vous avez alors une concentration plus élevée d'enfants qui ont besoin de soutien ».

À Los Angeles, 20 % des écoles publiques sont aujourd'hui des « charters »

Los Angeles est l'une des principales villes touchées par ce phénomène. Avec quelque 275 écoles « charters », selon des [chiffres publiés](#) par le district scolaire de la ville, elle est l'agglomération qui compte le plus d'établissements publics autonomes aux États-Unis. Au total, les « charters » représenteraient environ 20 % du total des écoles publiques du district, contre seulement 7 % il y a un peu plus de dix ans.

C'est d'ailleurs de la Cité des Anges qu'est parti, en janvier, le mouvement de contestation sociale, qui depuis a fait boule de neige à Denver, dans le Colorado, en Virginie-Occidentale, puis, depuis la mi-février, à Oakland, en Californie.

Après deux semaines de bataille, ils ont obtenu une [augmentation de salaires](#) et la réduction du nombre d'enfants par classe.

À Los Angeles, au terme d'une semaine de mobilisation (un fait rare dans cette ville où les enseignants ne s'étaient pas mis en grève depuis 30 ans), le principal syndicat enseignant United Teachers Los Angeles (UTLA) avait déjà remporté une victoire majeure : le 22 janvier, après cinq jours d'intenses négociations, le district scolaire a fini par signer un accord augmentant notamment de 6 % les salaires des enseignants, promettant le recrutement de personnels scolaires et ouvrant la porte à un futur moratoire sur la limitation du développement des « charters ».

« Je ne crois pas qu'il faille forcément condamner les "charter schools" et leur but initial qui était de créer des centres d'innovation éducative [ndlr : à leur apparition dans les années 90] », souligne Alex Caputo-Pearl, président d'UTLA. « Le problème, c'est qu'aujourd'hui, ces écoles sont devenues une véritable industrie qui est en train de miner l'ancien système ».

Effet domino

Cette victoire remportée par quelque 30.000 enseignants grévistes à Los Angeles a depuis donné des ailes aux défenseurs de l'école publique dans plusieurs autres États américains. En Virginie-Occidentale, l'un des sept États n'autorisant pas la création de « charter schools », les syndicats enseignants sont parvenus à faire bloquer un projet de loi visant à leur donner une existence légale.

En Californie, la mobilisation des enseignants de Los Angeles à Oakland, a aussi fait réagir le gouverneur du Golden State, Gavin Newsom, qui a demandé la préparation d'un rapport évaluant l'impact financier de l'augmentation du nombre de « charter schools » sur le budget des écoles publiques traditionnelles.

Une perspective qui réjouit Mike McCey, porte-parole de la California Parents for Public Virtual Education, une association assurant la promotion des « cyber-charter schools », en Californie. « Il est à mon avis injuste de faire porter toute la responsabilité de la crise actuelle sur les épaules de ces écoles tant que des chiffres clairs sur cette question n'ont pas été publiés », note ce père de famille qui a scolarisé ses cinq enfants dans plusieurs systèmes différents : public, privé et « cyber-charter schools ».

« Chaque établissement répondait aux différents besoins de mes enfants. Mon fils, qui étudie au sein d'une "charter" en ligne, avait des difficultés d'apprentissage qu'il ne serait pas parvenu à surmonter dans une école traditionnelle, où il n'aurait pas pu aller à son rythme », explique-t-il. « Dans un monde idéal, l'école publique américaine devrait être capable d'offrir à tous les élèves, quels qu'ils soient, la possibilité de réussir. Mais pour l'instant, nous sommes malheureusement encore loin de cette réalité ».